



DECLARATION

Terre, biodiversité et climat

Déclaration du 4^{ème} Sommet international de la société civile Désertif'actions 2019 à Ouagadougou.

NOUS SOMMES LA TERRE QUI SE DÉFEND CONTRE LA DÉSERTIFICATION !

“La dégradation des terres et la désertification créent une ligne de partage entre des promesses possibles d’avenir et, pour plus d’un milliard de personnes un avenir impossible à envisager.” C’est en conscience insupportable.

Dégradation des terres, un avenir en péril.

Face à l’intensification des insécurités dans un nombre croissant de pays recouvrant des zones arides, nous refusons de nous laisser effrayer, mais affirmons par notre présence et nos travaux lors de cette édition 2019 de Désertif’actions à Ouagadougou, notre détermination à opposer la force de notre engagement à la fatalité du destin annoncé.

Notre constat sur la situation au Sahel est l’exacte superposition entre la carte de l’insécurité et celle de la faim sous la pression de générations de plus en plus nombreuses sur les ressources, dont on estime qu’elles ne pourront satisfaire en 2050 que 13 % de la population. Notre constat est celui de la quête incessante de nouvelles terres qui conduit inexorablement à des affrontements dont se nourrissent d’autres formes de déstabilisation. Au regard des situations similaires dans le monde, nous affirmons qu’il s’agit là d’une leçon : de nombreux conflits, genèse des déplacements croissants de population et flux migratoires, ainsi que de nombreuses instabilités locales et internationales, plongent leurs racines dans la dégradation des moyens de subsistance et des modes de vie directement basés sur les ressources naturelles, aggravées par des gouvernances défailtantes.

Dans ce contexte, comment pourrions-nous cacher notre inquiétude face aux attitudes croissantes d’enfermement et de repli sur soi observées dans et par de nombreux pays en reniement de l’histoire et de leurs valeurs affichées, alors que la situation exige plus que jamais une plus grande coopération en matière de gouvernance, mais aussi une plus grande solidarité face à des impacts dont personne à terme ne peut prétendre être épargné...



Nous prenons acte des plus récentes données scientifiques issus des rapports du GIEC sur le changement climatique et la menace réelle d'une augmentation de la température de +6°C à l'horizon 2100, des données scientifiques du rapport de l'IPBES et de la menace réelle d'une chute abyssale de la biodiversité, de la croissance importante de la population face à une baisse probable de la production agricole de 30 à 50% au Sahel, et enfin, de la menace qui se précise des possibles points de basculement du changement climatique que constituent la fonte des glaces, le dégel du permafrost et la modification des courants marins.

Prendre acte de ces mauvaises nouvelles signifie surmonter l'angoisse face à une vérité qui dérange. A ce stade, il nous faut donner aux scientifiques la légitimité d'exprimer leurs inquiétudes et ne pas risquer qu'ils nous livrent une vision désincarnée et sous-estimée des dangers.

Ici à Ouagadougou, nous lançons l'alerte sur l'accumulation de lourds facteurs aggravants de la dégradation des terres et de la désertification !

Et certifions que le temps n'est plus à chercher à accumuler des preuves supplémentaires des désordres du monde, mais d'agir !

Dans la perspectives des négociations de la quatorzième Conférence des Parties de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification à New Dehli en Inde en septembre 2019, nous avons l'ambition de peser sur les décisions à l'agenda, notamment sur les défis liés à l'atteinte de l'objectif d'un monde neutre en matière de dégradation des terres tel que précisé par la cible 15.3 des Objectifs de Développement Durable et son triptyque "éviter, réduire et restaurer", afin de maintenir vivants les écosystèmes et leur "fabrique du vivant" dont nous faisons intrinsèquement partie.

Dans cet agenda, nos contributions iront aux liens terre-biodiversité-climat, au lien terre-énergies renouvelables, au lien rural-urbain, au lien terre-santé....

Nous prendrons en compte les résultats fournis par les 145 pays qui se sont livrés à l'examen du statut de la dégradation des terres sur leur territoire.

Nous sommes déterminés à mener à bien les discussions sur le foncier dont le sujet a été porté par la société civile et pour la première fois explicitement à l'agenda officiel de la Conférence des Parties de la Convention sur la Lutte contre la Désertification.

Notre conviction est "qu'il faut mobiliser les *forces dormantes* avec les *forces en présence* que nous sommes, acteurs du développement, les *forces actives* en milieu paysan, pastoral, oasiens, insulaire et tant d'autres, qui sont citoyens du monde : **ensemble, nous ne sommes pas les défenseurs de la terre face à la désertification, mais NOUS sommes la terre qui se défend**".



Nous faisons nôtres les priorités portées par le panel élu des organisations de la société civile de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification en prévision de la COP14 à savoir :

- La reconnaissance par les décideurs politiques, les institutions financières et d'autres, que les initiatives portées par les communautés à la base contribuent à la neutralité en matière de dégradation des terres ;
- Le besoin de sécurisation foncière des communautés à la base, notamment les femmes et les jeunes qui ont besoin de cette sécurisation, et ceci basé sur une décision de la COP14 portant sur la mise en œuvre des lignes directrices volontaires sur la gestion durable des terres ;
- La participation explicite de la société civile, en particulier des groupes de femmes, dans le processus de prise de décision concernant la neutralité en matière de dégradation des terres et des plans nationaux concernant la sécheresse afin de garantir la durabilité ;
- La garantie d'un accès approprié aux financements pour les organisations de la société civile qui soutiennent les communautés à la base, en particulier les femmes, dans les projets contribuant à l'atteinte de la neutralité en matière de dégradation des terres, leur suivi évaluation et leur mise en œuvre ;
- La transformation des sociétés en vue d'une plus grande durabilité et équité, particulièrement l'équité du genre.

Au cours des plénières, panels et travaux en atelier pendant trois jours, nous avons partagé et évalué nos acquis. Sur cette base nous réaffirmons notre confiance dans les solutions et capacités de contrer significativement les obstacles grâce à des prises de décisions éclairées, des techniques et innovations à portée de main, des leçons apprises à démultiplier, des travaux scientifiques à valoriser et des savoirs faire à partager...

Nos travaux et nos conclusions détaillées figurent dans les documents annexes à cette déclaration que sont le rapport final et la synthèse globale, dont voici un extrait des messages les plus forts.

Nos recommandations générales sont :

- combler le fossé entre les lois, les politiques et les engagements nationaux et la mise en œuvre et l'application au niveau local ;
- S'assurer que les droits et les intérêts des communautés locales, en particulier des femmes, des jeunes et des pasteurs, sont garantis dans les discussions politiques relatives à la gouvernance et à l'utilisation de la terre et de l'eau, ainsi que d'autres ressources naturelles ;
- S'engager avec les communautés locales avant que les décisions en matière d'utilisation des terres ne soient prises, notamment en ce qui concerne les investissements à grande échelle tels que les projets miniers, agricoles et de restauration ;
- Promouvoir l'agroécologie et les initiatives menées par les communautés dans le dialogue avec les décideurs, les donateurs, les organisations de la société civile et autres ;
- Soutenir et faciliter la participation de la société civile, et en particulier des groupes de



femmes, tout au long du processus de prise de décisions concernant l'objectif de neutralité de dégradation des terres et les plans nationaux contre la sécheresse est essentiel pour garantir la durabilité ;

- S'assurer que les financements sont accessibles et appropriés pour les organisations de la société civile soutenant les communautés, en particulier les femmes, les jeunes et les pasteurs, dans la réalisation de la neutralité et / ou le suivi de la mise en œuvre des projets de neutralité.

Les messages clé à propos de l'Initiative de la grande muraille verte du Sahara et du Sahel, et afin d'en faire un cadre opérationnel de lutte contre la désertification :

- Assurer des actions conjointes entre la Grande Muraille Verte et les OSCs en vue de la création d'emplois verts dans le domaine de la chaîne des valeurs agro-sylvo pastorales ;
- Améliorer la communication et les engagements entre les structures nationales de la GMV et les OSCs : la communication doit être structurée, simple et fréquente ;
- Engager avec les décideurs politiques qui travaillent sur le GMV au niveau local, national, régional et de l'Union Africaine et appelons cette dernière à renforcer significativement son leadership politique.

Les messages clé à propos du pastoralisme en zone aride et son rôle dans la lutte contre la désertification :

- Reconnaître l'intégrité territoriale des pasteurs, leurs droits et devoirs, leur incomparable expertise des milieux, empêcher la fragmentation de leurs territoires dans le cadre de la reconnaissance de l'ICCA « Zones et territoires préservées pour la communauté indigène » et s'engager activement à leurs côtés pour une gouvernance inclusive et durable de l'utilisation des parcours ;
- Développer et mobiliser les ressources nécessaires au travers d'alliances multi-acteurs pour la restauration de parcours basé sur les systèmes de gestion coutumière des pasteurs, qui reconnaît le pouvoir des savoirs traditionnels des pasteurs ainsi que leurs pratiques, et soutenir des services mobiles de santé, d'éducation et de soins vétérinaires adéquats ;
- Mobiliser le grand public, les communautés, les pouvoirs publics et les ONG pour apporter un soutien actif à la mise en œuvre de l'année internationale des pasteurs et des parcours.

Les messages clé à propos de la mise en œuvre de la neutralité en matière de dégradation des terres et ses enjeux sur la gestion foncière :

- Pratiquer une gouvernance foncière responsable en prenant en compte les contextes locaux, impliquant les communautés locales, en développant des systèmes pour la médiation et la résolution des conflits sur les ressources naturelles, basés sur les mécanismes traditionnels et en s'appuyant sur les Directives volontaires de la FAO ;
- Présenter les initiatives portées par les communautés à la base sur l'usage durable et la restauration des terres comme contribution à la neutralité en matière de dégradation des terres auprès des autorités locales et des décideurs nationaux ;

4



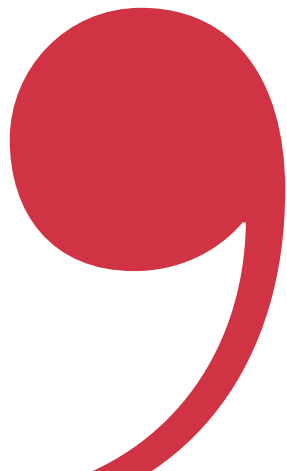
- Mobiliser à la fois les ressources financières privées et publiques à grande échelle pour des activités de renforcement des communautés et la mise à l'échelle, ainsi que pour la réplication des initiatives portées par les communautés à la base et les OSC.

A propos des concurrences et multi-usages de l'eau et la gestion intégrée de la ressource :

- Prioriser l'eau dans les agendas des politiques publiques et s'assurer que les ressources en eau sont reconnues comme un bien public social et économique important ;
- Reconnaître les savoirs faire, les pratiques et les connaissances des communautés locales, et en particulier les femmes, les pasteurs et les oasiens, sur l'eau ;
- Améliorer la diffusion et le développement des savoirs, des données et des informations parmi les communautés, les décideurs, les scientifiques et dans les cursus d'éducation.

A Ouagadougou, sur les terres blondes et rouges de la désertification, en ce mois de juin 2019, de manière organisée et constructive, nos quatre jours de travaux de Désertif'actions se veulent la manifestation exacte du **refus de céder aux forces mobilisatrices du désespoir vers de mauvais destins : la dégradation des terres ne passera pas par nous !**

Désertif'actions 2019, co-organisé par le CARI (France), le SPONG (Burkina Faso) et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification et placé sous la présidence du Ministre de l'environnement de l'économie verte et du changement climatique du Burkina Faso, avec le soutien du premier Ministre et du gouvernement. La manifestation a réuni à Ouagadougou plus de 370 personnes représentant 240 organisations et provenant de plus de 40 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe.





Sous la présidence de Son Excellence M. le Ministre de l'Environnement, de l'Économie Verte et du changement climatique du Burkina Faso.

Under the chairmanship of his Excellency the Minister of the Environment, the Green Economy and the Climate change of Burkina Faso.

PARTENAIRES FINANCIERS / FINANCIAL PARTNERS



PARTENAIRES / PARTNERS



desertif-actions.org
#DesertifActions
Desertif'actions

ORGANISATEURS / ORGANIZER

